

GUATEMALA

**Les défenseurs des droits humains :
une communauté victime
d'agressions**

Index AI :AMR 34/036/00

La communauté internationale se doit de condamner la série d'agressions scandaleuses dont ont été victimes récemment les défenseurs des droits humains au Guatemala, a déclaré Amnesty International après l'attaque menée lundi contre une organisation connue de défense des droits humains.

« De nombreux pays se sont considérablement investis dans le processus de paix au Guatemala et dans les efforts engagés pour reconstruire le pays après les années de conflit armé. Les événements qui se sont produits ces derniers temps ont cependant jeté le doute sur la volonté réelle et l'aptitude des autorités guatémaltèques à respecter les engagements pris dans le cadre des accords de paix », a ajouté l'Organisation.

Le 4 septembre, dans la ville de Guatemala, quatre hommes puissamment armés ont fait irruption dans les locaux occupés conjointement par l'un des groupes de défense des droits humains les plus anciennement implantés et les plus respectés du pays, l'*Asociación de Familiares de los Detenidos Desaparecidos de Guatemala* (FAMDEGUA, Association des parents des prisonniers « disparus » au Guatemala), et une nouvelle organisation, *Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio* (HIJOS, Enfants pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence). Les deux associations centrent leurs actions sur les cas des personnes qui ont « disparu » pendant la guerre civile.

D'après le témoignage d'Aura Elena Farfán, la directrice de la FAMDEGUA, les assaillants ont jeté les membres du personnel à terre, pointé des armes sur leur tête à bout portant et forcé les hommes à se déshabiller.

« Ces attaques font craindre qu'une structure politique parallèle n'agisse au

Ils ont ensuite coupé les lignes téléphoniques et, à plusieurs reprises, ils ont menacé le personnel de mort. Ils ont également emporté des fournitures de bureau, de l'argent, des ordinateurs contenant des informations importantes sur des cas d'atteintes aux droits humains, et l'un des véhicules de l'association.

« Cette agression n'est qu'une illustration de plus de cette nouvelle et très inquiétante vague de menaces et de violences qui sont dirigées contre les membres des organisations de défense des droits fondamentaux, des journalistes et d'autres personnes impliquées dans des affaires de droits humains de première importance au Guatemala », a déclaré Amnesty International.

En août, à San Martín Jilotepeque, dans le département de Chimaltenango, Celso Balán, représentant d'une autre organisation de défense des droits humains, le *Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos* (CALDH, Centre pour la poursuite en justice des responsables de violations des droits fondamentaux), a été dévalisé après avoir été enlevé, drogué et battu par deux personnes, sans doute liées à des organisations paramilitaires.

Celso Balán travaille sur un projet du CALDH dont le but est d'aider les familles des villageois massacrés par l'armée guatémaltèque et ses auxiliaires des patrouilles civiles entre la fin des années 70 et le début des années 80 à exhumer les restes de leurs proches des charniers clandestins. Grâce aux éléments de preuve dévoilés lors de ces exhumations, des procès peuvent être engagés contre les responsables présumés des massacres.

Une autre attaque a eu lieu en août contre les bureaux d'Álvaro Colom Caballero, candidat à la dernière élection présidentielle pour le parti gauchisant *Alianza Nueva Nación* (Alliance nation nouvelle), de nombreuses menaces de mort ont été proférées à l'adresse de journalistes et deux membres d'une organisation non gouvernementale humanitaire travaillant sur le problème des terres indigènes ont été tués en juillet dans la ville de Sololá.

Guatemala et que les anciens hommes forts militaires, parmi lesquels les responsables

des pires atrocités commises pendant les années de guerre civile, ne soient encore les véritables maîtres du pouvoir », a déclaré Amnesty International.

« L'histoire du Guatemala est trop tragique pour qu'on puisse la laisser ne serait-ce que commencer à se répéter, ajoute l'Organisation. Il est vital que la communauté internationale manifeste immédiatement son indignation ».

Informations générales

L'association FAMDEGUA regroupe des familles de personnes qui ont « disparu » pendant le long conflit qu'a connu le Guatemala. HIJOS (« les fils et les filles ») est une association formée récemment par des jeunes et des adolescents dont les parents ont « disparu » quand ils étaient encore enfants et qui se sont regroupés pour tenter de savoir ce qu'ils étaient devenus.

La FAMDEGUA a joué un rôle capital dans la mesure où elle a fait campagne en faveur des exhumations et engagé des poursuites contre les responsables présumés des massacres perpétrés durant les années de conflit, massacres dont le nombre s'élèverait selon les estimations à plus de 600. La Commission de la vérité, mise en place avec la signature, en décembre 1996, de l'accord de paix mettant fin au conflit armé, a attribué la grande majorité de ces massacres à l'armée. Comme la plupart des victimes étaient des paysans indiens, la Commission a conclu que l'armée guatémaltèque avait commis des actes de génocide dans quatre régions spécifiques du pays.

La FAMDEGUA s'est attachée en particulier à enquêter sur l'affaire du massacre de Las Dos Erres, localité située dans le département d'El Petén où 350 civils – hommes femmes et enfants – ont été tués par l'armée guatémaltèque en 1982. Les femmes avaient été victimes de viols collectifs avant d'être exécutées de manière extrajudiciaire. Grâce aux exhumations entreprises sous l'impulsion de la FAMDEGUA, 187 corps ont pu être identifiés jusqu'à présent, dont 67 au moins étaient des enfants de moins de douze ans. À la suite de ces découvertes, des procédures engagées contre les responsables présumés suivent lentement leur cours et des actions en réparation ont été intentées. Les personnes

qui ont essayé de faire traduire en justice les auteurs ont souvent été victimes d'actes de violence et de menaces et plusieurs d'entre elles, craignant pour leur vie, ont dû s'exiler. En mars 2000, dix-huit ans après les événements, le président Alfonso Portillo a formellement reconnu la responsabilité de l'État dans les massacres. Cependant, les mandats d'arrêts décernés également en mars 2000 contre neuf soldats ont été par la suite suspendus par la Cour constitutionnelle et les suspects sont toujours en liberté.

Les violences de ces derniers mois et l'échec des tentatives visant à faire juger les responsables présumés du massacre de Las Dos Erres et d'autres tueries sont en contradiction avec les aspirations et les principes énoncés dans les accords de paix. Aux termes de ces derniers, les autorités reconnaissent la responsabilité de l'État dans la protection et le respect des normes et des principes en matière de droits humains. Par ailleurs, il incombe également à l'État de prendre des mesures spéciales pour protéger les individus et les groupes travaillant dans le secteur de la défense des droits humains. Les signataires des accords s'étaient également engagés à mettre un terme à l'impunité et à offrir réparation et assistance aux personnes ayant eu à souffrir de violations de leurs droits fondamentaux pendant le conflit.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 (0) 207 413 5566 ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>